

Annexe 41.2.2

Conditions Particulières Service d'hébergement sur point haut

DSP RIP ISERE THD

Novembre 2018

CONDITIONS PARTICULIERES DU SERVICE D'HEBERGEMENT SUR POINT HAUT
--

ENTRE

« **NOM DE L'OPERATEUR** »

Forme sociale (à compléter) au capital de xxxxx euros, immatriculée au RCS de xxxxx sous le numéro xxxxx, dont le siège social est xxxxx, représentée par xxxxx, en qualité de xxxxx, dûment habilité aux fins des présentes, et ci-après dénommée « l'Usager »,

et

« **NOM DU DÉLÉGATAIRE** »

Isère Fibre, SAS (à compléter) au capital de xxxxx euros, immatriculée au RCS de xxxxx sous le numéro xxxxx, dont le siège social est xxxxx, représentée par xxxxx, en qualité de xxxxx, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommée « Isère Fibre » ou le « Déléгатaire »,

Ci-après désignées individuellement la « Partie » ou collectivement dénommées ci-après « les Parties ».

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

Le Déléгатaire est un opérateur et à ce titre autorisé par l'ARCEP à établir, développer et exploiter des infrastructures de communications électroniques et propose une gamme variée de services à l'attention de ses clients professionnels des communications électroniques.

L'Usager, ----- [activité principal de l'Usager], souhaite commander un service [à préciser] (ci-après le « **Service** »).

L'Usager s'est donc rapproché du Déléгатaire en vue de souscrire à l'offre de Services du Déléгатaire dénommée xxxxx

Le xx/xx/xx, les Parties ont signé une convention cadre, référencée xxxxx, destinée à mettre en place une coopération sur le long terme et ont, de ce fait, afin de simplifier leurs relations, décidé de définir des conditions générales (ci-après « **la Convention Cadre** ») applicables à l'ensemble des Prestations fournies par le Déléгатaire à l'Usager.

Conformément à la Convention Cadre, les Parties ont convenu des présentes conditions applicables au Service (ci-après « les Conditions Particulières »), lesquelles sont attachées à la Convention Cadre.

1. DEFINITIONS

En complément des définitions de la Convention Cadre, les termes suivants utilisés dans les présentes Conditions Particulières auront la signification qui suit :

« **Baie** » désigne un ou plusieurs châssis standard d'accueil d'équipements télécoms et informatiques installés sur l'Emplacement.

« **Cohabitant** » : désigne la personne morale disposant d'Équipements Techniques sur un Site ayant fait ou faisant l'objet d'un Service d'Hébergement point haut.

« **Emplacement(s) Dalle** » ou « **Emplacement(s)** » désigne la partie de l'Espace Mutualisée où est rendu le Service d'Hébergement par le Délégitaire à l'Usager, acceptée par l'Usager et destinée à recevoir une ou plusieurs Baies.

« **Équipements Techniques** » ou « **Équipement(s)** » : désignent les éléments 'hébergés' qui composent une Station. Les matériels ne sont pas obligatoirement de nature radioélectrique.

« **Espace Mutualisé** » désigne la partie du Site allouée par le Délégitaire à plusieurs Usagers et composée d'un local technique, d'une ou de plusieurs cages ou baies dans laquelle se trouve l'Emplacement Dalle.

« **Faisceau Hertzien** » : désigne une extrémité d'une liaison faisceaux hertziens de type PDH ou SDH numérique. Une extrémité comprend une parabole, une ou deux ODU (outdoor unit), un maximum de quatre (4) câbles de ½ pouce de diamètre, un IDU (Indoor Unit).

« **HMA** » : Hauteur Médiane d'Antenne, désigne la hauteur dans le Pylône du milieu d'une antenne (notamment parabole).

« **HMA Maximale** » ou « **HMA Max** » : désigne la HMA de l'antenne la plus haute de la configuration technique de l'Usager.

« **Infrastructures** » : désigne l'ensemble des infrastructures gérées par le Délégitaire existant sur un Site, notamment, le pylône ou toute autre structure portante, les bâtiments et les locaux techniques.

« **Installations** » désigne les équipements installés sur le Site et dans l'Emplacement Dalle par le Délégitaire, propriété ou sous contrôle de ce dernier, en vue de la réalisation du Service d'Hébergement. Le bénéfice de certaines Installations pourra être partagé entre plusieurs Usagers.

« **Nouveaux Équipements** » : désignent tous les « Équipements Techniques » installés ou modifiés soit par le Délégitaire, soit par l'Usager.

« **Parties Communes** » désigne les parties communes du Site utilisées en tant que parties communes par le Délégitaire et les Usagers.

« **Point haut** » : désigne le pylône ou tout autre point sur le Site sur lequel sont installés, les antennes, les matériels de l'Usager.

« **Services d'Hébergement** » ou « **Services** » désigne l'ensemble des services devant être fournis par le Délégitaire à l'Usager aux termes des présentes Conditions Particulières, tels que décrits plus en détail ci-après.

« **Site** » désigne le bâtiment ou le terrain sur lequel est commercialisé le Service.

« **Station** » : désigne l'ensemble des Équipements Techniques nécessaires pour l'exploitation du réseau hertzien ou de la solution de l'Usager.

« **Usager** » : désigne l'opérateur ou le Cohabitant signataire des présentes, qui souscrit au Service d'Hébergement point haut auprès du Délégitaire lui permettant d'installer ses Équipements Techniques.

2. OBJET

Les présentes conditions particulières ont pour objet de fixer les modalités et conditions dans lesquelles le Délégitaire met à disposition de l'Usager, qui l'accepte, les emplacements définis dans le Bon de commande du Service, afin de lui permettre d'implanter les « Équipements Techniques » définis ci-dessous et liés à son activité d'exploitant d'un réseau radioélectrique. L'ensemble de ces « Équipements Techniques » compose une « Station ».

Par implantation il convient d'entendre l'installation, la maintenance et l'exploitation de la « Station ».

Le Service d'Hébergement sur point haut est limité à la réalisation par le Délégitaire des infrastructures d'environnement technique liées à la mise en place du ou des Emplacement(s) conformément aux spécifications décrites dans les présentes Conditions Particulières.

Etant donnée la nature des Services d'Hébergement, dont l'élément déterminant est intimement lié au type de prestations fournies par le Délégitaire et dont la localisation du lieu où ils sont fournis ne constitue qu'un élément parmi d'autres, et compte tenu de l'absence d'exploitation d'un fonds de commerce par l'Usager, les Parties conviennent expressément que les Services d'Hébergement ne constituent pas, même indirectement un bail, et que les articles L 145-1 et suivants du Code du commerce ne sont donc pas applicables. Il ne peut par conséquent y être fait référence, de quelle que manière que ce soit.

3. DESCRIPTION DU SERVICE

Le Déléataire met à la disposition de l'Usager les emplacements sur son Infrastructure nécessaires à l'implantation de ses « Equipements Techniques ».

L'Usager est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et uniquement en son nom ou au nom d'une société Affiliée et sans discontinuité les emplacements mis à disposition.

Ces emplacements peuvent être de différentes natures (à spécifier dans les bons de commandes) et pourront comprendre notamment :

- un emplacement au sol selon plan et superficie annexés au Bon de commande pour l'implantation d'un local technique ou des armoires techniques. Il pourra consister en un « Emplacement dalle » ou une « Baie » dans un « Espace mutualisé » situé dans un local technique lié aux Infrastructures ;

Le local technique abritera les « Equipements Techniques » de l'Usager exclusivement nécessaires au fonctionnement de la « Station »]

- Un ou plusieurs emplacement(s) sur le pylône existant, géré(s) par le Déléataire pour l'implantation d'Equipements Techniques. La localisation précise sur le pylône sera spécifiée en annexe du Bon de commande.

Concernant l'utilisation des gaines et chemins de câble : L'usager est autorisé à utiliser les gaines et les chemins de câbles nécessaires à l'arrivée de l'énergie électrique, des liaisons vers le réseau téléphonique commuté public ainsi qu'au départ des câbles coaxiaux vers les antennes.

Pour lever toute ambiguïté quant à l'identification de ses câbles, l'Usager en signalera très distinctement l'appartenance.

Le Déléataire met à la disposition de l'Usager les emplacements nécessaires à l'implantation des « Equipements Techniques » de ce dernier conformément au dossier technique et plans joints en annexe du Bon de commande, dans la mesure où il n'y a pas de travaux à réaliser pour son implantation.

Dans l'hypothèse où des travaux seraient rendus nécessaires par l'arrivée de l'Usager, les emplacements seront mis à sa disposition conformément aux études techniques (dossier technique, étude de charge), plans, devis des travaux et au planning fourni par le Déléataire et accepté par l'Usager (annexes au Bon de commande).

3.1 Raccordement aux fluides

L'énergie nécessaire au fonctionnement de ses installations ainsi que le branchement d'une ligne téléphonique le cas échéant seront à la charge de l'Usager qui souscrira dans chaque cas un abonnement auprès du fournisseur de service à son nom.

Néanmoins, le Déléataire offre sur certains sites selon disponibilité un service de mise à disposition d'énergie. Dans ce cas, et s'il y a souscription par l'Usager, le descriptif est indiqué dans le Bon de commande.

3.2 Compatibilité radioélectrique :

Les « Equipements Techniques » de l'Usager sont présumés compatibles avec les « Equipements Techniques » déjà mis en place, d'après l'étude de faisabilité préalable menée conjointement par les cocontractants.

Sauf obligation de service public inhérente à son statut de Déléataire qui sera alors considéré comme un cas de force majeure, ce dernier ne pourra mettre en place/installer ou laisser en place/ de « Nouveaux Equipements » susceptibles de nuire aux « Equipements Techniques » déjà en place.

L'Usager s'engage avant toute installation de « Nouveaux Equipements » à réaliser à ses frais les études de compatibilité nécessaires avec les « Equipements Techniques » en place. Il s'engage également à communiquer au Déléataire le résultat de ces études. Dans l'hypothèse où il s'avérerait que les « Nouveaux Equipements » envisagés par l'Usager, nuiraient aux « Equipements Techniques » en place, l'Usager s'engage à ce que soit réalisée, à sa charge, la mise en compatibilité des « Nouveaux Equipements » avec ceux existants. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à obtenir, les « Nouveaux Equipements » projetés ne pourront pas être installés.

Le Déléataire s'engage à faire figurer des clauses similaires à cet article dans toute convention passée avec un nouveau Cohabitant du site.

4. EQUIPEMENTS DE L'USAGER

L'Usager installe les Equipements dans l'Emplacement, à ses propres frais et risques, de façon à ce que le Délégitaire ne soit jamais importuné à cet égard, dans le respect notamment des lois et règles applicables aux équipements de télécommunications. Le Délégitaire n'est en aucun cas responsable des frais et risques afférents aux Equipements, de leur réparation, de leur configuration ou de leur réglage dans l'Emplacement Dalle, ni de leur exploitation.

Par conséquent, l'Usager prendra à sa charge toutes les réparations nécessaires en cas de dommage occasionné à ou par ses Equipements et s'engage à prévenir tout risque d'accident ou d'incident et à mettre en œuvre les procédures utiles ou nécessaires pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement des Equipements.

L'activité et les Equipements de l'Usager ne doivent causer aucune perturbation, et notamment aucune interférence électromagnétique avec les Equipements des tiers, dont ceux du Délégitaire.

Lesdits Equipements doivent être conformes à toutes les normes nationales ou européennes, et en particulier à toutes les normes portant sur la compatibilité électromagnétique. L'Usager devra respecter la directive 89/336 sur les interférences électromagnétiques et être conforme à la norme ETSI 300-386-1 et à la classe B selon la norme EN 55022.

En cas de perturbation causée par l'Usager à un autre Cohabitant du Site, l'Usager devra y mettre fin dès qu'il en aura connaissance et indemniser le Délégitaire contre toute interférence, dommage ou préjudice causé aux personnes et/ou aux biens des Cohabitants du Site. Le Délégitaire s'engage à appliquer la présente stipulation aux autres Cohabitants du Site.

Les Equipements pourront être déplacés à la demande de l'une ou l'autre des Parties. Dans le cas où les Equipements sont déplacés à l'initiative de l'Usager, ce dernier supportera les frais et travaux liés au déménagement et à la nouvelle installation des Equipements. Dans le cas où les Equipements sont déplacés à l'initiative du Délégitaire, ce dernier supportera les frais et travaux liés au déménagement et à la nouvelle installation des Equipements.

Nonobstant les autres recours du Délégitaire envers l'Usager au titre de la Convention Cadre, le Délégitaire a, de convention expresse, un droit de rétention des Equipements, quel que soit le type d'environnement, à compter de la date d'entrée en vigueur de chaque commande, et jusqu'au parfait paiement par l'Usager au Délégitaire de toutes les sommes restant dues à ce dernier par l'Usager à quelque titre que ce soit, augmentées des intérêts légaux et conventionnels qui s'y ajouteraient.

Si une quelconque facture du Délégitaire reste totalement ou partiellement impayée à l'issue d'une période de soixante (60) jours à compter de la réception par l'Usager d'une lettre de mise en demeure, le Délégitaire pourra adresser à l'Usager, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, une nouvelle mise en demeure de payer. En cas de non-paiement par l'Usager de ces sommes dues dans les quinze (15) jours suivant réception de la seconde notification, Le Délégitaire pourra procéder, hors toute procédure judiciaire, à la vente des Equipements et s'attribuer la part du prix de vente égale aux sommes qui lui sont dues.

L'Usager déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent paragraphe, en particulier en termes de continuité de son service et ne pourra en aucun cas se retourner contre le Délégitaire pour quelque dommage que ce soit qu'il subirait du fait de cette application.

5. AUTORISATIONS

5.1 - Cas des autorisations d'urbanisme nécessaires soit dans le cadre de l'implantation simultanée de deux (2) Usagers sur un pylône à construire, soit dans le cadre d'une rehausse, renforcement ou changement du pylône.

En cas de non obtention des autorisations nécessaires soit dans le cadre de l'implantation simultanée de deux (2) Usagers sur un pylône à construire, soit dans le cadre d'une rehausse, renforcement ou changement du pylône, la commande pourra être résiliée de plein droit.

En cas de retrait ou d'annulation desdites autorisations, la commande pourra être résiliée.

Le Délégitaire devra porter à la connaissance de l'Usager la non obtention ou le retrait ou l'annulation de l'autorisation administrative dès qu'il en aura connaissance.

Aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

5.2 - Cas des autres autorisations

A l'exception de l'autorisation d'urbanisme nécessaire soit pour l'implantation simultanée de deux (2) Usagers soit pour la rehausse, le renforcement ou le changement du pylône, le Délégué déclare être en possession de toutes les autorisations administratives relatives à la construction et à l'exploitation de la Station, que cette Station soit en exploitation ou non (déclaration de travaux, ANFR, etc ...), afin que l'Usager ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée à ce sujet.

Dans le cas contraire, l'Usager pourra mettre en jeu la responsabilité contractuelle du Délégué et demander la résiliation de plein droit de la commande.

L'Usager fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives relatives à l'exploitation de sa Station que cette Station soit en exploitation ou non (déclaration de travaux pour le local technique, ANFR, etc...), afin que le Délégué ne puisse être inquiété ou sa responsabilité recherchée à ce sujet. Dans le cas contraire, le Délégué pourra mettre en jeu la responsabilité contractuelle de l'Usager et demander la résiliation de plein droit de la commande.

Le Délégué s'engage à fournir à l'Usager tous les documents nécessaires à l'obtention des autorisations administratives.

6. CONDITIONS D'ACCES

L'Usager, le Délégué et toute personne mandatée par eux, devront accéder au Site selon les conditions annexées au Bon de commande.

- L'Usager fournira au Délégué la liste exhaustive de toutes les personnes (employés ou tiers) (chacun étant ci-après dénommée une 'Personne Habilitée') habilitées à pénétrer sur le périmètre du Site.
- La liste des Personnes Habilitées et autorisées pourra être modifiée occasionnellement, sous réserve d'un préavis d'un (1) mois de l'Usager.
- Le cas échéant, deux (2) badges seront distribués par le Délégué sur demande d'une Personne Habilitée et chaque titulaire en sera responsable et devra prévenir le Délégué immédiatement en cas de vol ou perte de ce badge.

L'Usager assumera l'entière responsabilité pour les personnes qu'il y fait pénétrer y compris pour leurs actions et les conséquences de leurs actions pendant leur présence sur le Site.

Si applicable, le parking visiteurs du Site est accessible, dans la limite des places disponibles, étant entendu que ces places seront réservées à des visites ponctuelles.

7. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'Usager devra utiliser les Installations pour l'usage auquel elles sont destinées et conformément aux procédures d'exploitation correspondantes.

Il tiendra l'Emplacement Dalle propre et dans de bonnes conditions d'exploitation et de propreté.

L'Usager s'engage à respecter toutes les règles et réglementations, notamment la réglementation du code du travail et les réglementations nationales et européennes obligatoires en matière de sécurité, et veiller à ce que les Personnes Autorisées respectent ces règles et réglementations.

Il devra également suivre les instructions concernant le Site ainsi que le règlement intérieur.

L'Usager autorise le personnel du Délégué à avoir accès aux Emplacements Dalle à des fins de maintenance.

Il laissera également avoir accès à l'Emplacement Dalle entre 9h00 et 18h00 :

- du propriétaire du Site, ou toute personne le représentant, en présence du Délégué ;
- les potentiels acheteurs ou locataires du propriétaire du Site et/ou du Délégué, en présence de l'Usager.

Le Délégué informera l'Usager de telles visites ou interventions avec un préavis d'au moins huit (8) jours, hormis cas d'urgence.

L'Usager devra prévenir le Délégué dans les vingt-quatre (24) heures suivant le moment où l'Usager en aura eu connaissance, par lettre recommandée avec accusé de réception, de tout sinistre ou dommage survenu dans l'Emplacement Dalle ou dans le Site, sous peine de demeurer personnellement responsable des dégâts dont le montant n'aurait pu, par suite de l'omission ou du retard de cette déclaration, être utilement déclaré et/ou réclamé par le propriétaire du Site et/ou par les assureurs.

L'Usager assurera l'entretien et l'exploitation de ses « Equipements Techniques » dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté au Déléataire et / ou aux autres Cohabitants. Il devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du Site ou nuire à la bonne tenue des « Equipements Techniques » du Déléataire et des éventuels Cohabitants du Site.

De même, le Déléataire s'engage à entretenir les emplacements mis à disposition et à exploiter ses « Equipements Techniques » dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'Usager et aux éventuels Cohabitants du Site. Il devra s'abstenir de tout ce qui pourrait troubler la tranquillité du Site ou nuire à la bonne tenue des Equipements Techniques de l'Usager et des éventuels Cohabitants du Site.

Travaux nécessitant une interruption temporaire d'exploitation

En cas de travaux devant être entrepris à l'initiative du Déléataire et qui obligeraient à la suspension temporaire de l'exploitation des « Equipements Techniques » de l'Usager, le Déléataire devra en avvertir l'Usager et les justifier, par lettre recommandée avec accusé réception, quatre (4) mois au moins, avant le début des travaux. Ce préavis ne s'appliquera pas en cas de travaux dus à un cas de force majeure ou d'interruption nécessaire à la mise en sécurité des biens ou des personnes.

Le Déléataire précisera la durée prévue d'indisponibilité à l'Usager. Si cette durée est supérieure à deux (2) mois, l'Usager aura la possibilité de résilier de plein droit la commande. Aucune indemnité à quelque titre que ce soit ne sera due de part et d'autre.

Dans l'hypothèse où il y aurait plusieurs Cohabitants, le Déléataire s'engage à traiter de façon égale l'ensemble des Cohabitants et s'engage à ce que la suspension soit de même durée pour tous les Cohabitants.

Le Déléataire s'efforcera de mettre en œuvre toute solution possible afin de réduire la durée de l'interruption de service. Les frais de dépose et de remise en place des « Equipements Techniques » de l'Usager seront exclusivement supportés par l'Usager sans que celui-ci puisse prétendre à aucune autre indemnité qu'un abattement sur le prix du Service au titre de la période d'indisponibilité. Néanmoins, si la dépose des « Equipements Techniques » de l'Usager est liée à l'implantation de « Nouveaux Equipements » ou à une rehausse ou au renforcement du pylône, les frais y afférents seront supportés dans leur totalité par l'Usager tiers à l'initiative des travaux.

8. SECURITE

D'une manière générale, l'Usager et le Déléataire s'engagent à respecter à faire respecter la réglementation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité. L'habilitation des personnes mandatées par l'Usager et le Déléataire intervenant en hauteur relève de leur entière responsabilité.

Préalablement à toute intervention sur le Site, propriété du Département de l'Isère, l'Usager devra avvertir le Déléataire par mail en mentionnant l'heure, la date, la durée et le nom des personnes habilitées de l'entreprise extérieure intervenante.

A l'initiative du Déléataire, un plan de prévention annuel est établi conjointement avec l'Usager. En cas d'intervention d'un sous-traitant, les plans de prévention lui seront communiqués.

L'Usager aura la responsabilité de faire respecter par toutes les personnes qu'il mandate les règles particulières d'accès ou de travail au sol et / ou en hauteur telles que fournies dans l'annexe technique, les recommandations propres à l'intervention sur le pylône, et de faire équiper ces personnes de tout équipement personnel de sécurité adapté à l'usage de la structure de sécurité mise en place sur les ouvrages du Déléataire. La structure de sécurité du Déléataire est décrite dans la documentation sécurité à transmettre et mettre en place entre avant toute première intervention.

L'Usager s'engage à informer le Déléataire, par tout moyen et dans les plus brefs délais, et à le confirmer immédiatement par lettre recommandée avec accusé réception, de tout incident de l'un des personnels cités au présent article, ou de toute anomalie constatée.

Il incombera au seul Déléataire, exploitant du pylône, et sous son entière responsabilité, d'apprécier la nécessité d'une vérification et / ou intervention sur le pylône, le cas échéant, de la faire effectuer dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse où une vérification et / ou intervention serait jugée nécessaire, le Déléataire notifiera à l'Usager et aux éventuels autres Usagers du Site que l'accès au pylône, jusqu'au terme de cette vérification, ne pourra s'effectuer qu'aux risques et périls des Usagers, sous leur entière responsabilité. Cette notification par lettre recommandée avec accusé réception, sera auparavant effectuée par téléphone ou par fax. Elle indiquera les dates prévisionnelles de début et d'achèvement de la vérification et/ ou intervention. Le Déléataire notifiera de même l'achèvement de la vérification et ou intervention, et le cas échéant les nouvelles modalités d'accès sur le pylône.

En aucun cas, le Déléataire et l'Usager ne pourront intervenir sur les « Equipements Techniques » de l'autre partie, sauf force majeure dûment justifiée ou motifs liés à la sécurité des biens ou des personnes.

9. ASSURANCES ET RESPONSABILITE

Conformément à son engagement pris au titre de la Convention Cadre, la police Responsabilité Civile souscrite par l'Usager couvrira tous les dommages que l'Usager pourrait causer au Délégitaire, à ses biens et à ses salariés (ce qui comprend notamment les préjudices corporels ou décès), au propriétaire et aux autres occupants ou Cohabitant(s) du Site, aux voisins ou à tout autre tiers, dans le cadre ou du fait de ses obligations en vertu de la Convention Cadre.

L'Usager devra souscrire des polices d'assurance garantissant ses « Equipements Techniques » et sa responsabilité civile, notamment contre les risques d'incendie, d'explosion, dégâts des eaux, ainsi que sa responsabilité civile en général et tous risques spéciaux liés à son activité.

Les Parties s'engagent à réparer tout préjudice matériel et direct causé dans le cadre de l'exécution du présent Service, dès lors que leur responsabilité aura été établie. Par contre, pour tout dommage immatériel (perte d'un droit, perte de jouissance ou perte d'exploitation) que l'un des cocontractants occasionnera à l'autre partie, le Délégitaire, l'Usager et leurs assureurs respectifs renoncent réciproquement à tous recours.

Chaque Partie devra signaler tout dommage subi par elle dans les cinq (5) jours suivants sa constatation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Chacune des Parties fera son affaire personnelle des recours ou réclamations des tiers ou de tout autre Cohabitant(s) présent(s) sur le Site pour tous préjudices directement et exclusivement imputables à ses « Equipements Techniques ». Elle s'engage à ce titre à garantir l'autre partie contre lesdits recours et réclamations.

10. DURÉE

Sauf stipulation contraire dans le Bon de commande, les Commandes seront conclues pour une durée de douze (12) mois à compter de la Date de Début du Service concerné. A l'issue de cette première période, elles seront tacitement reconduites par durées successives d'une année dans la limite de la durée de la convention de DSP dont le Délégitaire est titulaire (soit le 31/12/2041), sauf dénonciation avant cette date limite par l'une ou l'autre des Parties par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception adressée par une Partie à l'autre avec un préavis de trois (3) mois à date anniversaire.

11. CONSEQUENCES DE LA RESILIATION D'UNE COMMANDE

Après la résiliation d'une Commande ou son arrivée à terme, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation du Service et de l'Emplacement concerné et, à ses propres frais, prendra toutes les mesures nécessaires pour l'enlèvement de ses Equipements, à la date et à l'heure convenue avec Le Délégitaire, et remettra l'Emplacement en bon état d'exploitation, exception faite de l'usure raisonnable ayant pu l'affecter.

A défaut pour l'Usager d'avoir libéré l'Emplacement quinze (15) jours après la date effective de résiliation ou le terme d'une Commande, Le Délégitaire pourra procéder ou faire procéder à la désinstallation et à l'enlèvement des Equipements de l'Usager et les stocker à tout endroit de son choix, aux frais, risques et périls de l'Usager.

Par ailleurs, à compter de la résiliation ou du terme d'une Commande et jusqu'à la libération effective par l'Usager de l'Emplacement, l'Usager sera redevable d'une indemnité d'occupation égale à deux fois le montant de la redevance annuelle due au titre du Service d'Hébergement exigible à la date de la résiliation, en plus de toutes les charges et coûts relatifs à cette redevance annuelle, au prorata de la durée du maintien dans l'Emplacement. Cette indemnité d'occupation sera payable chaque semaine pour la semaine écoulée. Le paiement de cette indemnité ne pourra en aucune façon être considéré comme accordant à l'Usager des délais supplémentaires pour libérer l'Emplacement, le Délégitaire conservant intégralement son droit de poursuivre la libération de l'Emplacement par toutes voies que de droit.

12. DISPOSITIONS FINANCIERES

12.1 Prix

En contrepartie du Service d'Hébergement sur point haut, tel que défini dans les présentes Conditions Particulières, l'Usager versera :

- les frais de mise en service

et

- la redevance annuelle d'un montant forfaitaire défini dans chaque Commande.

Le montant de la redevance annuelle sera révisé une fois par an à la date anniversaire du contrat selon la formule suivante, sans néanmoins pouvoir, à aucun moment, être inférieur au montant indiqué dans la Commande :

$$P=PO(S/SO)$$

où :

P représente la redevance révisée

PO représente la redevance initiale

S représente l'Indice du Coût du Travail le plus récemment publié à la date de révision

SO représente l'Indice du Coût du Travail le plus récemment publié à la date de signature de la Commande

L'Indice du Coût du Travail désigne l'Indice du Coût Horaire du Travail - tous salariés – des industries mécaniques et électriques, tel que publié régulièrement par l'INSEE.

12.2 Termes de facturation

Les frais de mise en service seront facturés par le Délégataire à l'Usager à la date de signature de chaque Commande par les Parties. Ces frais peuvent inclure une participation à des travaux exceptionnels afférents à l'installation de l'Usager sur le Site.

La redevance annuelle sera facturée semestriellement par le Délégataire à l'Usager, par avance, aux dates suivantes :

- 50 % le 1er janvier,
- 50 % le 1er juillet.

Le premier paiement sera facturé à chaque Date de Début des Services et couvrira la période s'étendant entre cette dernière et le début du semestre suivant, prorata temporis. Le dernier paiement sera facturé à la date de dernière échéance et couvrira la période s'étendant entre cette dernière et la fin de la Commande, prorata temporis.

Les badges supplémentaires, les services de benne et les travaux supplémentaires (sauf accord contraire des Parties dans le contrat particulier concerné) seront facturés au tarif en vigueur du Délégataire lors de leur Commande.

Le Délégataire pourra céder ses créances au titre du présent Contrat dans les conditions prévues par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 dite « loi Dailly », modifiée par la loi n° 84-46 du 24 janvier 1984 et les décrets subséquents.

12.3 Droits, impôts et taxes

En complément des dispositions de la Convention Cadre, l'Usager paiera tous les impôts, droits, taxes et redevances professionnels, de quelque nature que ce soit (y compris la taxe professionnelle) et toutes les taxes supplémentaires éventuellement applicables à l'avenir aux activités de Usager et à l'utilisation d'un réseau de télécommunications.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le Délégataire

L'Usager

Le

Le

Nom :

Nom :

Qualité :

Qualité

Bon de Commande Service d'Hébergement point haut

COMMANDE N°x

ENTRE

....., société anonyme au capital de, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro, dont le siège social est, représentée par, en qualité de, dûment habilité aux fins des présentes et ci-après dénommée « **l'Usager** »,

ET

Le Déléataire, société par actions simplifiée au capital social de euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro, dont le siège social est sis —, représentée par M., en qualité de, et ci-après dénommée le « **Déléataire** ».

L'Usager et le Déléataire sont collectivement dénommés ci-après « **les Parties** ».

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

Les Parties ont signé en date du une Convention Cadre de Services n° (ci-après la "Convention Cadre").

En application de la Convention Cadre, l'Usager souhaite bénéficier de certains Services.

Conformément à la procédure définie à l'Article 5 de la Convention Cadre, les Parties ont donc convenu de conclure la présente Commande.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. SERVICE CONCERNE

Au titre de la présente Commande, le Déléataire fournira à l'Usager, qui accepte, le **Service d'Hébergement point haut**, détaillé dans l'annexe à la présente Commande, conformément aux Conditions Particulières référence relatives au Service.

2. PLANNING

La Date prévisionnelle de Début du Service est le

3. PRIX

Les prix dus par le à l'Usager titre de la présente Commande sont :

- des Frais d'accès au service de euros HT
- des Frais d'études de euros HT
- un Loyer annuel de euros HT
- une redevance au titre de l'énergie de euros HT

4. DISPOSITIONS DEROGATOIRES

5. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente Commande entrera en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Le Déléataire

Le

Nom :

Qualité :

L'Usager

Le

Nom :

Qualité

Annexes au Bon de commande

1 EQUIPEMENTS TECHNIQUES

L'ENSEMBLE DES « EQUIPEMENTS TECHNIQUES » COMPOSANT LA « STATION » OBJET DE LA PRESENTE COMMANDE SONT DEFINIS, COMME SUIIT :

DESCRIPTION PRECISE PAR LE CLIENT DES TYPES D'EQUIPEMENTS TECHNIQUES HEBERGES, DE LEUR NOMBRE, LEUR HAUTEUR / EMBLACEMENT :

-

-

-

2 LOCALISATION précise des emplacements (superficie, hauteur etc.)

3 Fiche d'informations pratiques, conditions d'accès, et système de protection

4. Energie mise à disposition

5 Liste des travaux exceptionnels

6 Plans de récolement

7 Annexes (état des lieux...)